



LES CHRÉTIENS, LES ÉGLISES ET LA MONDIALISATION

MARC LIENHARD*

Il y a un an, je revenais du Cameroun. C'était mon cinquième séjour en Afrique. La mondialisation vous y saute aux yeux jusque dans les endroits les plus reculés : la même publicité, les mêmes produits qu'en Europe, les mêmes modes de communication, et, en même temps, une pauvreté grandissante, des ressources dont l'exploitation ne semble pas profiter aux autochtones, des cultures traditionnelles agressées et nivelées, des femmes et des hommes exclus de tout progrès.

J'écoute en écho les cris du cœur jusque dans les assemblées œcuméniques des dernières années : ce monde n'est pas une marchandise ; non à une société dominée par l'argent ! Je note que les Églises semblent insister surtout sur les aspects négatifs de la mondialisation.

« Avec la mondialisation croissante, nous nous trouvons confrontés à un réel danger que les êtres humains soient soumis aux lois du marché et du commerce. En tant que croyants, nous ne pouvons pas accepter que la richesse soit concentrée entre les mains d'une minorité privilégiée ». Voilà ce que déclarent les Églises orthodoxes et protestantes, réunies à Graz en 1997. Et la VIII^{ème} Assemblée du Conseil œcuménique des Églises, réunie à Harare en 1998, estimait que « Les effets de la mondialisation sur les droits de l'homme sont considérables (...). Elle a

provoqué une altération radicale des valeurs et des structures de la société. Ce processus, qui touche presque tous les domaines de la vie humaine, offre des possibilités énormes, mais dans le même temps, il a fait apparaître de nouvelles formes d'injustice et d'insécurité sociales et économiques »¹.

LA MONDIALISATION : LE POUR ET LE CONTRE

Et pourtant, nous voulons nous rappeler d'abord que, du point de vue de l'Évangile, tous les phénomènes culturels - et la mondialisation a aussi une importante dimension culturelle - sont ambigus. Ni le moyen âge dit chrétien, ni le libéralisme du XIX^{ème} siècle, ni le socialisme n'exprimaient comme tels le Royaume de Dieu sur terre, ni son contraire. N'en est-il pas de même de la mondialisation ?

Ne serait-ce pas injuste de passer sous silence les effets positifs de la mondialisation ? J'en discerne trois, et je les fais entrer dans une démarche de reconnaissance :

- l'interdépendance des économies modernes n'a-t-elle pas permis d'augmenter la production, de créer des emplois, de faciliter la circulation des hommes et des idées ? L'accès de certains pays en voie de déve-

* Professeur, président du Directoire de l'Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine (ECAAL).

loppement à la technologie moderne n'a-t-il pas été facilité ?

- l'accès à l'information n'a-t-il pas renforcé notre sensibilité aux violations faites aux droits de l'homme ? Les images du Kosovo ou de la Tchétchénie nous bouleversent jour après jour, et la conscience d'une solidarité avec tous les hommes en est renforcée ;

- il en résulte - et c'est nouveau par rapport à l'idéologie de l'Etat national et de sa souveraineté - que nous parlons aujourd'hui de droit d'ingérence, et que celui-ci est en train de devenir un devoir.

On pourrait d'ailleurs trouver quelques liens entre la foi chrétienne et la mondialisation. Celle-ci n'est-elle pas, à certains égards, un enfant de la foi chrétienne d'emblée ouverte à l'universel et à la gestion de la terre entière ? « Remplissez la terre et dominez-la », nous dit la Genèse². N'est-ce pas aller vers la dé-divinisation et la maîtrise de la terre, et vers le progrès technique ? Et puis, la mondialisation n'exprime-t-elle pas, à sa manière, ce que la Bible nous dit de l'unité profonde de toute l'humanité, présente au moins comme espoir et comme promesse au sein de ce qu'on a appelé le « village planétaire » ?

Et pourtant, que d'ombres au tableau, que d'atteintes à la dignité humaine, voire à la vie tout court !

La mondialisation n'a-t-elle pas élargi le fossé entre quelques groupes d'individus ou de sociétés riches et un nombre croissant de populations engluées dans les difficultés économiques ? N'y a-t-il pas inégalité dans l'approche ? Si les capitaux circulent facilement, c'est beaucoup moins le cas des travailleurs ! Et l'ouverture des marchés, réclamée par les pays du Sud, est loin d'être acquise.

« L'exploitation sans merci de notre environnement et la rupture des écosystèmes ne causent-ils pas aujourd'hui des dommages immenses, et ne menacent-ils pas le bien-être des générations futures et de toute la création ? »³.

Le processus de la mondialisation ne se développe-t-il pas en dehors de toute légitimité démocratique ? L'immense majorité des hommes n'a pas voix au chapitre. Ce n'est plus la féodalité de l'Ancien Régime, mais bien souvent celle des princes de la finance. Selon certains, « les décisions sont prises par quelque trente nations et soixante sociétés géantes »⁴.

Rappelons encore l'uniformisation culturelle, celle de la consommation bien sûr (coca-cola, tee-shirts, hamburgers...), mais aussi celle des modes de vie et du langage. Or, « priver les peuples de leur langue et de leur mode de vie, les obliger à s'insérer dans d'autres schémas de vie, n'est-ce pas leur dérober l'une des dimensions de base de leur humanité ? »⁵.

En fait, le processus de mondialisation n'est-il pas trop souvent sous-tendu par l'idée que la recherche du profit économique est l'objectif suprême, et que l'homme est essentiellement un producteur ou un consommateur ? Mais est-ce bien là l'homme ? Pouvons-nous laisser courir les choses sans souci de l'intérêt général et sans projet de société ? Le constat dès lors paraît indiscutable : « il y a opposition entre la mondialisation et sa vision, et la vision religieuse de l'engagement chrétien en faveur de l'*oikumene* »⁶.

ENTRE LE FATALISME ET L'ACTION

Aujourd'hui, la question se pose lancinante : peut-on réagir, infléchir, changer ? Je suis frappé par la tentation du fatalisme. Beaucoup semblent y succomber. Comme si la mondialisation et ses effets pervers étaient un destin inéluctable. Il y a une « façon incantatoire d'invoquer la mondialisation comme alibi de toutes les démissions, comme s'il s'agissait d'une transcendance, d'un Dieu caché auquel on nous somme d'obéir. On entend ainsi dire que



les politiques n'ont plus d'autres alternatives que d'obéir aux marchés. Les travailleurs n'ont d'autre choix que d'accepter des régressions sociales parce qu'il faut être compétitif, parce que la mondialisation... »⁷.

Mais, peut-on vraiment dire que tout est verrouillé ? N'y a-t-il pas « de considérables marges de manœuvre en matière d'emploi, d'aide aux pays pauvres, de fiscalité, d'aménagement du territoire ; et le citoyen entend bien devenir partie prenante de ce jeu »⁸. La contestation est portée aujourd'hui surtout par les organisations non gouvernementales (ONG), dont les Eglises font partie, face aux défenseurs du laisser-faire. Si l'Etat-Nation apparaît souvent impuissant, de nouvelles organisations transnationales et moins structurées ont pris le relais, comme cela s'est manifesté notamment à Seattle⁹.

Pour certains, l'une des manières de résister à la mondialisation consiste à réaffirmer fortement l'identité locale, et à restituer le particulier face à l'universel. C'est assurément une préoccupation légitime. Je ne suis pas seulement homme, abstrait et universel, je suis aussi Alsacien, Français et Européen.

Or, nous sommes confrontés aujourd'hui à l'explosion des particularismes et des replis identitaires. « La conjonction de sentiments d'impuissance face à la mondialisation, de résistance à ses empiètements, et de peur de voir se fragmenter les valeurs culturelles de base, font que, dans le monde, des groupes répliquent par ce que l'on appelle parfois l'intégrisme. L'intégrisme est une réaffirmation de l'identité et de l'autonomie par la sélection de certains aspects antimodernistes et anti-mondialistes de l'identité locale (et surtout religieuse) pour en faire à la fois des piliers, sur lesquels est bâtie l'identité, et la limite contre toute usurpation mondialiste supplémentaire »¹⁰. Le recours à des phénomènes pré-modernes pourrait alors être plus qu'une tentation. Nous savons combien la réaffirmation de l'identité locale

contribue, dans le monde d'aujourd'hui, à accroître les conflits ; et les religions y ont, hélas, toute leur part.

Si le repli identitaire est une réaction viscérale bien compréhensible, il n'apporte certainement pas la solution. Alors que faire ?

Pour ma part, je discerne trois pistes d'action et de réflexion, en vue d'assurer ce qu'il faut bien appeler une régulation de la mondialisation.

L'effort doit d'abord se faire sur le plan éthique et sur le plan des valeurs. Comme le propose le professeur strasbourgeois Michel Devoluy, « Il serait crucial que la mondialisation nous conduise à nous approprier deux notions nouvelles : celle du bien universel comme l'eau ou l'air, et celle du bien collectif universel comme les systèmes de protection des personnes dans leurs droits fondamentaux »¹¹. Qu'on pense au réchauffement de notre planète, à la pollution des mers ou encore aux relations entre Israël et ses voisins, on voit l'urgence de cette perception nouvelle de l'eau comme bien universel. A la demande individuelle des acteurs de la mondialisation, il faut opposer cette notion du bien universel et en garantir la protection.

Cela ne saurait se faire sans régulation institutionnelle, et donc non sans intervention du politique. Si l'Etat-Nation est souvent démuné face au problème de la mondialisation, ne faut-il pas œuvrer pour la construction d'un nouveau système international et re-réglementer dans certains domaines ? C'est, par exemple, appliquer une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin) ; c'est élaborer des chartes sociales internationales ; c'est lutter contre toutes les formes de corruption, mal qui ronge nos sociétés et certains de nos comportements. C'est encore proposer des alternatives ou des contreponds aux activités des sociétés transnationales, mettre en œuvre un accompagnement critique d'institutions telles que l'Organisation de coopération et de développement économique, du Fonds

monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce, de la Banque mondiale, du Bureau international du travail.

Ici se pose le problème de la dette extérieure massive d'un certain nombre de pays, question politique cruciale à laquelle les pays créditeurs et le FMI commencent à apporter un début de réponse, en même temps qu'est souhaitée « une culture interne à chaque nation débitrice qui puisse garantir que les prêts et les investissements consentis sont utilisés pour le bien commun et dans le but d'une vraie promotion humaine »¹².

En troisième lieu, apparaît la nécessité urgente de retrouver un véritable équilibre entre le mondial et le particulier. Il faut savoir ce qu'il faut globaliser et ce qu'il ne faut pas globaliser. L'unité n'est pas l'uniformité, et, dans le domaine œcuménique, nous parlons aujourd'hui de « diversité réconciliée » et de « consensus différencié ». La question sera, pour reprendre une problématique de Claude Lévi-Strauss reprise par Olivier Abel¹³, comment œuvrer pour une culture des échanges qui n'homogénéisent pas tout et risquent de conduire à une nouvelle solitude ?

UN DÉFI POUR LES CHEFS D'ENTREPRISE ET LES CHRÉTIENS

J'ai parlé, de manière générale, de la mondialisation et des réponses qu'elle appelle. Mais nous savons bien qu'elle est aussi, de façon très concrète et existentielle, un défi pour chaque responsable du monde des entreprises. Et au-delà des problématiques purement techniques ou économiques, la mondialisation véhicule aujourd'hui tout un ensemble de défis éthiques qu'il faut bien assumer quotidiennement.

Certes, certains de ces défis ne sont pas nouveaux, mais, à bien des égards, la mondialisation les a rendus plus aigus. Com-

ment pratiquer aujourd'hui le dialogue social au milieu des inévitables conflits d'intérêts ? Comment éviter toute discrimination au moment de l'embauche ? Qu'en est-il du licenciement, de ses finalités, mais aussi de ses modalités ? La mondialisation pose évidemment le problème des délocalisations. Comment va-t-on les concilier avec les impératifs sociaux ? Comment va être géré le profit, légitime et nécessaire, certes, mais qui appelle à des choix éthiques ? Le souci de l'homme implique de respecter l'équilibre entre le travail et le repos. L'homme n'est pas seulement une machine à produire. Cela n'implique-t-il pas une vigilance pour que, dans la mesure du possible, le dimanche en particulier puisse être préservé ? Je voudrais évoquer enfin le problème du *lobbying*. Il semble inévitable dans notre société. Il est même enseigné dans plusieurs pays, et certains pensent qu'il n'est pas assez développé en France. Mais, n'y a-t-il pas un appel évident à la vigilance éthique pour que ne soit pas franchie la ligne rouge qui sépare le *lobbying* de la corruption ?

Tels sont quelques-uns des défis éthiques qui se posent, et je me réjouis de voir que beaucoup y sont de plus en plus sensibles, et sont résolus à s'engager dans le combat.

A ce combat pour l'éthique que je viens d'évoquer, les Chrétiens ne sauraient se soustraire, au nom même de leurs convictions les plus profondes. Il en va du message de l'Évangile. Celui-ci proclame que tout homme est aimé de Dieu, et que le salut lui est offert gratuitement. Tel est le message de la justification par la foi que nous disons ensemble, aujourd'hui, Catholiques et Protestants. N'est-ce pas affirmer la dignité de tout être humain, y compris sur le plan social ?

Alors, il est intolérable d'admettre que la mondialisation marginalise d'innombrables hommes, les réduise à des objets parce qu'ils ne sont ni producteurs, ni consommateurs. C'est au nom même de l'Évangile que nous lutterons pour des projets de



société et pour un monde qui ne soit pas une jungle où tout est permis, ou le jardin réservé d'une petite minorité.

En ce qui concerne les Eglises, elles aussi confrontées au problème de la mondialisation, je pense qu'elles ont assurément un rôle à jouer. Communautés internationales de par leur vocation même, les Eglises peuvent être des passerelles entre les communautés locales, des lieux d'échanges et de solidarité, l'expression aussi de ceux qui sont sans voix.

Et les Eglises ont à donner leur contribution pour convertir les cultures, pour les faire sortir de leur tendance à s'isoler ou à s'ériger en absolu, afin qu'elles s'ouvrent aux autres.

Cela signifie, évidemment, que les Eglises elles-mêmes puissent s'ouvrir, se

rapprocher entre elles, au sens d'une « diversité réconciliée », et devenir dialogales. Pour citer encore le cardinal George, « Les relations entre les Catholiques (je dirais les Chrétiens) et les Musulmans détermineront la mondialisation plus profondément qu'aucun accord économique ou politique »¹⁴.

Mais, réagir à la mondialisation concerne en dernière instance chacun de nous. Saurons-nous, au nom de notre foi, œuvrer pour une culture de vie pour résister au toujours plus, au tout économique, pour être au service de l'homme dans ce que chacun a de particulier et d'inaliénable ? Cela suppose assurément une conversion profonde, un changement de mentalités réel. Mais, je suis certain que l'avenir est à ce prix.

NOTES

1. Rapport officiel, p. 70.
2. 1, 27.
3. Conférence des Eglises européennes, Graz, Message final 7, 1997.
4. p. 245.
5. Cardinal Francis George, Documentation catholique, 20 février 2000, p. 177.
6. Harare, p. 206. *Oikumene* signifie ici l'ensemble de la terre habitée.
7. Jean-Luc Mouton.
8. P. Langevin, *Le ralliement protestant*, novembre 1999.
9. cf. *Le Monde* du 14 décembre 1999, p. 16.
10. Cardinal Francis George, *ibid.*, p. 176.
11. *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 21 février 2000, p. 2.
12. Cardinal Francis George, *ibid.*, p. 178.
13. *Autres temps* 52, 1996-1997, pp. 26-37.
14. *Ibid.*, p. 178.